

VILLE DE NANTES
(Coordonnateur du groupement de commandes)

Département du B.A.T.I.I.
Direction Administrative et Financière

Marché de service

Accompagnement à la conception d'une méthodologie opérationnelle
d'aménagement commun des lieux d'accueil du public et
accompagnement à la mise en œuvre de cette méthodologie sur des
lieux d'accueil identifiés, pour la ville de Nantes, son CCAS et Nantes
Métropole

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur l'accompagnement à la conception d'une méthodologie opérationnelle d'aménagement commun des lieux d'accueil du public & accompagnement à la mise en œuvre de cette méthodologie sur des lieux d'accueil identifiés, pour la ville de Nantes, son C.C.A.S. et de Nantes Métropole

Le présent marché a pour objet de concevoir et élaborer une méthode assortie d'un guide pratique dans le but d'harmoniser les pratiques de conception des lieux d'accueil des publics, quels que soient les services qui y sont rendus (démarches administratives, informations et orientations, vie de quartier, solidarité, culture, sports...), tout en conservant la spécificité de chaque site.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu car l'allotissement risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution du marché ou considérablement plus coûteuse.

L'accord-cadre est dénué de tout minimum, mais est assorti d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle, comme suit : 140 000 € H.T.

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	ATS06
Code CPV	71310000-4 Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction
	79311100-8 Services de conception d'études
	79933000-3 Services d'assistance à la conception

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée du marché est de deux (2) ans et prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2025 ou, s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de la date de sa notification.

Il pourra être reconduit une (1) fois, dans les mêmes termes, pour une durée de deux (2) ans.

En cas de reconduction de l'accord cadre, celle-ci sera expressément signifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 mois avant l'échéance de la période de validité en cours. En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé par écrit.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- ✕ Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- ✕ L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe « répartition des honoraires »
- ✕ Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- ✕ Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- ✕ Le Bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) **et** le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement → <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet dès la remise de l'offre.</i>
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (étant rappelé que les entreprises nouvellement créées peuvent apporter la preuve de leur capacité économique et financière par tout moyen)
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années (dans la mesure où ces informations sont disponibles)
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public) dans la mesure où ces informations sont disponibles
Compétences
<p>L'équipe devra être à minima dotée des compétences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Architecture / parfaite maîtrise de la conduite de projet bâtiminaire appliquée au équipements publics (dont règlement de sécurité et d'accessibilité)- Scénographie / design d'espace (mobilier, luminaire, sonore...)- Organisation, process / production / gestion économique- Graphisme / direction artistique / design de l'information- Animation de groupes de travail / concertation / facilitation graphique- Ergonomie / parcours utilisateurs / sociologie/ ethnologie <p>En complément, des compétences complémentaires pourront être appréciées, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">- Design de service / design des politiques publiques- Maîtrise d'usage- Marketing / Retail <p>Les compétences seront justifiées par tous moyens, notamment les diplômes des membres de l'équipe, joints à l'offre, ainsi que les CV précisant les expériences en lien avec la présente mission.</p>

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau de Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) , dûment renseigné
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) , dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
<p>Le mémoire technique au sein duquel le candidat précisera ou produira :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une note de compréhension du projet et de la mission (il est recommandé un nombre de 8 pages maximum) • une note méthodologique (il est recommandé un nombre de 10 pages maximum) laquelle détaillera : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la méthodologie pour l'élaboration du guide méthodologique, ◦ les modalités de mobilisation des différents acteurs, ◦ les moyens mis en œuvre pour chaque phase de la mission <p>Le mémoire technique sera utilement étayé d'exemples graphiques et rédactionnels en matière d'élaboration de guides méthodologiques et de conception d'outils.</p> <p>Les modalités de prise en compte des enjeux de circularité et de durabilité dans la conception des opérations ainsi que la méthodologie pour garantir les exigences d'appropriation, d'inclusivité, d'accessibilité et d'égalité universelle devront également être illustrées et explicitées dans le mémoire technique.</p>

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
Valeur technique (appréciée sur la base des éléments fournis dans le mémoire technique)	60
- Compréhension de la mission	20
- Pertinence de la méthodologie mise en œuvre pour l'élaboration du guide méthodologique ainsi que pour chacune des phases	20
- Qualité de l'équipe proposée au regard des compétences et qualifications, expérience du personnel dédié à l'exécution des prestations	10
- Pertinence des livrables proposés (sur la base des exemples graphiques et rédactionnels qui illustrent le mémoire technique)	10
Valeur environnementale et sociale (appréciée sur la base des éléments fournis dans le mémoire technique)	10
- Prise en compte des enjeux de circularité et de durabilité	5
- Prise en compte des exigences d'appropriation, d'inclusivité, d'accessibilité et d'égalité universelles	5
Prix des prestations	30
- Sur la base du montant global et forfaitaire de la DPGF	15
- Sur la base des prix unitaires du BPU	15

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

Pour les prestations à prix unitaire :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour les prestations à prix global et forfaitaire :

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Auditions des candidats :

L'acheteur se réserve la possibilité d'auditionner les candidats.

Les auditions auront pour seul objectif une présentation orale de l'offre de la part du candidat, sans qu'aucun complément ne soit apporté à l'offre ni aucune négociation sur le contenu ou la valeur de l'offre.

L'audition sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les modalités de cette audition seront précisées dans l'invitation. Un procès-verbal d'audition sera rédigé.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

Courriel : contact.marches@nantesmetropole.fr